

## Une campagne au Liban pour réclamer la vérité sur le sort des disparus

AFP / le 31 octobre 2012 à 18h06

Les Libanais vont voir sur leur chaîne de télévision mercredi une femme mettant le couvert et versant de l'eau dans le verre de son mari disparu depuis vingt ans, symbole des 17.000 personnes dont le sort est inconnu depuis la guerre civile achevée en 1990.

"Depuis vingt ans, l'épouse de Toufic vit dans l'espoir. Elle a assez attendu", dit une voix off, tandis que l'horloge sonne et qu'elle se met à table seule.

"L'attente a assez duré, nous voulons savoir": c'est le thème d'une campagne lancée par une association pour connaître le sort des 17.000 disparus, l'héritage le plus douloureux des quinze ans de guerre civile au Liban.

Le 17 novembre, date marquant le 30ème anniversaire de la première réunion des parents de disparus, une marche aura lieu dans le centre de Beyrouth.

"Notre but est de mobiliser la société libanaise, notamment les jeunes, pour qu'elle fasse pression sur les autorités afin de trouver une solution" à l'épineux dossier de ces personnes disparues sans laisser de trace, explique Justine Di Mayo, présidente d'"Agir pour les disparus", à l'initiative de la campagne.

Pour cette organisation, il faut briser le mur du silence afin de pouvoir tourner la page de cette période sanglante.

"Si le Liban ne met pas les victimes au centre de ses priorités, l'avenir de ce pays restera l'otage de la violence", estime l'association dans un communiqué. La guerre civile (1975-1990) a fait entre 150.000 et 200.000 morts.

"Trente ans sont passés et rien n'a changé depuis que mon fils a disparu

en juin 1982. Nous ignorons tout du sort de nos proches disparus et les familles n'ont pas obtenu justice", se plaint Maryam Saidi, 63 ans.

Son fils, Maher Kassir, avait 15 ans quand il a disparu à Beyrouth, le 17 juin 1982, onze jours après l'entrée des Israéliens au Liban.

"Au début j'espérais son retour. Maintenant je ne demande que la justice et la vérité. Aucun des seigneurs de la guerre n'a été jugé pour ces crimes", dit-elle.

Ils ont bénéficié d'une amnistie à la fin de la guerre, et certains sont toujours des dirigeants politiques de premier plan. Le seul à avoir été condamné est le chef de la milice chrétienne des Forces Libanaises Samir Geagea, qui a passé onze ans en prison.

"Nous attendons que chaque gouvernement agisse mais rien ne se passe", ajoute cette femme, toujours anxieuse quand elle évoque son fils disparu.

"Quand disparaissent vos enfants, le temps s'arrête. J'étais une autre femme avant le rapt de Maher. Je l'attendais à la maison pour qu'il me parle de ses examens. Maintenant, je reste chez moi pour savoir ce qu'il est devenu", confie-t-elle.

L'association Agir pour les disparus souhaite l'adoption par le Parlement d'une loi créant une commission nationale pour enquêter sur ces disparitions. Dans le passé, trois commissions constituées par décret n'ont pas donné de résultat probant faute de prérogatives.

La grande majorité des disparus ont été enlevés par des milices libanaises en raison de leur confession, notamment mentionnée sur la carte d'identité.

D'autres ont été transférés en Syrie et en Israël, deux puissants voisins qui ont occupé le Liban.